

La VAE : une porte ouverte aux cadres du social à Mayotte



Ali Nizary est le premier à avoir obtenu son diplôme d'Etat grâce à la Validation des acquis de l'expérience à Mayotte. Reconnu de la même manière que s'il avait été passé dans le cadre d'un concours, le diplôme sanctionne aussi la compétence.

Page 2

Miss France

Robe Miss Mayotte: Le
kofia de tous les dangers



Visite ministérielle

Le programme de la visite
de George Pau-Langevin
enfin connu



Votre portail captif par



Alter 6.com
Alternative System



Votre partenaire
informatique
à Mayotte

VAE

La VAE : une porte ouverte aux cadres du social à Mayotte



Pour Raymond Delvin, la VAE est parfaitement adaptée à Mayotte

Ali Nizary est le premier à avoir obtenu son diplôme d'Etat grâce à la Validation des acquis de l'expérience à Mayotte. Reconnu de la même manière que s'il avait été passé dans le cadre d'un concours, le diplôme sanctionne aussi la compétence.

« Mayotte a besoin de cadres pour construire son action sociale, pour assister une société en pleine mutation et surtout pour produire une action qui corresponde à la réalité du terrain » : c'est le tout nouveau diplômé d'Etat d'ingénierie sociale Ali Nizary qui s'exprime ainsi. Celui qui fêtait la semaine dernière les 10 ans de son association de personnes âgées, Wadzade wa maore, est assistant social à la DEAL (Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) de Mayotte. Mais peut, et veut, mieux faire.

Prenant conscience des besoins de son territoire, il tente en 2010 de passer son Diplôme d'Etat par la Validation des Acquis de l'expérience (VAE), « mais je n'en avais pas les compétences ». Ce qui

ne l'empêche pas d'innover et de lancer une cellule de veille de climat social au sein de la DEAL, « avec notamment une mission d'alerte de conditions de travail des agents. »

Nanti de cette expérience et des innovations qui lui valent trois prix nationaux de la Semaine bleue pour son association, il se relance dans l'aventure du diplôme de DE d'Ingénierie sociale qu'il décroche cette fois, après être passé devant un jury de professionnels et d'universitaires. Il va donc pouvoir occuper un poste à responsabilité comme il le souhaitait, « dans les services de l'Etat ou une collectivité territoriale ». Il boucle actuellement la validation du CAFERUIS, riche acronyme qui lui permet d'assumer une fonction de direction au sein d'un établissement social ou médico-social.

De l'aide soignant à l'ingénieur... rien qu'avec la VAE

Et pense déjà à partager l'expérience qu'il vient de vivre : « la promotion de 12 travailleurs sociaux qui viennent de

valider en métropole le CAFERUIS, peuvent engager les mêmes démarches que moi de Validation des acquis de l'expérience. »

La VAE est en effet une opportunité pour notre territoire éloigné des centres de formation nationaux. Elle permet de faire reconnaître officiellement les compétences acquises sur la base d'une expérience professionnelles sur une période d'au moins trois ans. « Il existe deux portes d'entrée à Mayotte, les organismes du type OPCALIA, et les centres de bilan de compétences », explique Raymond Delvin, Chef de Pôle en charge des formations à la DJSCS (Direction de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale).

La DJSCS propose à elle seule 14 diplômes dans le cadre de la VAE, exclusivement dans les domaines du social et de la santé : du bas de l'échelle en niveau 5 avec notamment le diplôme d'état d'aide soignant, ou d'assistant familial, au top du niveau 1 avec le diplôme d'Etat d'Ingénierie sociale, en passant par le niveau 3 de préparateur en pharmacie ou d'éducateur de jeunes enfants. « Il faut pouvoir faire valoir une expérience professionnelle en rapport avec le diplôme », indique Raymond Delvin.

Un besoin en formation de 2.000 postes insérables

Lancé en octobre 2014 sur financement de l'Agence des services et de paiement (ASP), la première salve d'une trentaine de candidats a été dans la base d'un fichier national, « 15 remplissaient les conditions, et 7 ont déjà pu être qualifiés ». La difficulté pour les organisateurs de la DJSCS, c'est de trouver sur le territoire un jury qualifié, « il n'y avait par exemple qu'un seul Ingénieur social à Mayotte qui s'est désisté ».

Pour le chef de Pôle formation, c'est une certification qui devrait séduire du monde à Mayotte : « beaucoup sont freinés à l'idée d'aller suivre une formation initiale à l'extérieur, et font déjà le job au

quotidien. » En outre, l'étude de la Direction (Direction de l'emploi) publiée en 2013 fait ressortir un besoin en formation de 2.000 places. Une compétence du conseil départemental, qui, si elle était suivie, permettrait de proposer des diplômés insérables quasiment immédiatement.

Accompagné par l'Etat

Une contrainte financière forte pour le département, « mais compensée intégralement par l'Etat sur les domaines de la santé et du social », informe Raymond Delvin. Ainsi par ce biais, plus de 600.000 euros sont débloqués cette année, « avec 23 étudiants formés en travail social. »

La démarche est simple, la constitution du dossier moins : « il faut se connecter au site de l'ASP, et remplir le livret 1 avec les indications. C'est une démarche individuelle, les centres d'information comme le CIO sont également là pour conseil. » Une fois ce cap passé, tout accompagnement sur le Livret 2 coûte 600 euros environ.

Une démarche qu'il ne faut pas confondre avec celle de la Reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle où les candidats ne sont pas auditionnés par un jury.

Pour attraper le prochain train de VAE, il faudra attendre la production du prochain Schéma de formation professionnelle de Mayotte, « et l'ouverture de l'antenne de l'IRTS, l'Institut Régional du travail social, qui va lui aussi proposer des formations à Mayotte ».

Un travail qui entre (heureusement !) dans les projections du document Mayotte 2025, « où nous avons identifié les besoins sur les métiers en tension, ceux du sanitaire et social ». Seul regret de Raymond Delvin, « il manque toujours un Observatoire des métiers sanitaire et social à Mayotte et davantage de partenariat avec l'Université ».

Anne Perzo-Lafond

Miss France

Robe Miss Mayotte: Le kofia de tous les dangers



La robe de Miss Mayotte défraye la chronique sur les réseaux sociaux. Viviane Bellais, la créatrice, répond aux critiques.

Impossible de témoigner de l'étendue des commentaires, parfois violents sur la toile, qui se sont lâchés pendant le week-end après la présentation à la presse de la robe que portera Miss Mayotte lors d'un des défilés de la soirée de l'élection de Miss France à Lille.

Ils se polarisent autour de deux thèmes, les valeurs religieuses qui sont liées aux kofias, base de la robe de Miss Mayotte, et son look.

Sur le premier motif, les internautes reprochent pêle-mêle, de « découper une coiffe traditionnelle portée par les hommes, pour en faire un vêtement de mode porté par une femme (...) une offense et un immense

manque de respect aux Maorais, Mohéliens, Anjouanais, Grand-Comoriens », ou critiquent que « le kofia que nos pères frères et maris portent à des occasions pour but religieux et en faire une robe moulante ». « Pour la tenue traditionnelle, c'est un simple Salouva et un kichali suivie de Bodi qui va avec l'ensemble du tenue »...

La « laine du pape » dans les mosquées

Viviane Bellais, la couturière mahoraise qui a été sélectionnée par le comité Miss France, aussi pour son expérience chez le grand couturier Christina Lacroix, s'est étonnée de l'envergure que prennent les événements, et s'explique : « Le kofia fait partie d'une de nos traditions, et la plus mature en terme d'artisanat. Toute la famille, de la grand-mère à la fille en passant par la

cousine se retrouve pour y travailler. Or, nous devons faire face à l'importation de produits chinois et malgaches, de mauvaise qualité, faits à la machine, et qui coûtent moins cher. Notre meilleur arme de défense, c'est de le promouvoir, et qui de mieux qu'une Miss Mayotte pour cela?»

Sur l'aspect purement religieux, elle indique qu'elle n'a pas inséré de lettre arabe, justement pour éviter tout amalgame, et rester dans l'artisanat pur, «la façon de tisser le kofia est une des seules techniques haut-de-gamme que nous pouvons exporter. Au Niger, des robes sont aussi confectionnées avec du tissu de kofia ». Et n'oublions pas que la popeline utilisée à la fabrication des kofias portés dans les mosquées, vient de «laine du pape»... Les traditions sont là aussi pour nous ramener à la sagesse.

Quant à l'idéal traditionnel, il n'est pas forcément là où l'on pense: «le salouva ne représente pas Mayotte, c'est plutôt kényan. Nous avons seulement apporté les ourlets en haut et en bas!»

Hippocampe contre lion

Sur la deuxième critique, l'allure générale de la robe, certains internautes amateurs de belles tenues n'hésitent pas à trouver la couleur «fadasse et le patchwork de l'hippocampe à première vue pas digne du nom de haute-couture». Viviane Bellais, sans revenir sur la genèse du choix du comité Miss France de donner la parole aux créateurs locaux, rappelle qu'il s'agit du défilé en costume folklorique traditionnel de la soirée Miss France: «Tout le monde doit pouvoir reconnaître la robe du premier coup d'œil.»

Il s'agit donc, et de loin, du défilé le moins sexy et le moins classe de la soirée d'élection de Miss France et de ses dauphines. Il suffit de se souvenir du défilé 2014 et de Miss Poitou Charente nantie de son large lion rouge brodé, ou de Miss Pays-de-Savoie au lourd costume traditionnel, pour s'en convaincre. Enfin, comme le précise Viviane Bellais, «la robe n'est pas encore terminée.»

Et n'oublions pas que les polémiques enflent rapidement à Mayotte, aussi vite qu'un aéroport en bois si décrié, et aussi rapidement adopté, ses infiltrations d'eau en moins...

Il faudra donc juger sur pièce notre Miss Mayotte pour voir qui de l'hippocampe ou du lion poitevin l'emportera...

Anne Perzo-Lafond

LE JDM



- ☒ **Contenus originaux**
- ☒ **PDF Hebdomadaire**
- ☒ **Accès aux archives**
- ☒ **Module de recherche**

Consommation / Santé

L'arrêté sur la teneur en sucre des produits alimentaires publié en février

La ministre de la santé a indiqué lors d'une réunion sur le plan santé Outre-mer, que l'arrêté sur la teneur en sucre de produits alimentaires sera publié en début d'année prochaine. Monique Orphé, la députée réunionnaise parle du mois de février.

Cette loi « sucre » est déjà appliquée à 90 %. La principale disposition interdit aux industriels de rajouter du sucre dans les produits destinés à l'Outre-Mer par rapport à ceux distribués dans l'Hexagone. Elle est applicable depuis décembre 2013, et depuis, les producteurs n'ont plus le droit de vendre un soda 40 % plus sucrés en Outre-Mer sous peine de sanctions.

L'objectif est bien entendu de lutter contre l'obésité et le diabète qui touchent durement et massivement nos territoires. Ces questions sont plus que jamais d'actualité alors qu'une prise en charge de l'obésité chez les jeunes de 5 à 10 ans sera expérimentée au cours de l'année à venir comme le prévoit le projet de loi de finances de la sécurité sociales pour 2016.

Enfin, la ministre a participé ce vendredi à une réunion de travail au Ministère de l'Outre-Mer, en présence de George Pau-Langevin et de Chantal de Singly, chargée de la mise œuvre du plan santé en Outre-mer et ancienne directrice de l'ARS océan Indien. Ce plan sera décliné par territoire et prend en compte les préoccupations spécifiques de chacun. Il sera examiné en deuxième lecture à l'Assemblée nationale à partir de demain, le 9 novembre.

Visite ministérielle

Le programme de la visite de George Pau-Langevin enfin connu



Les manifestants chantent devant l'aéroport de Pamandzi à 17h ce lundi

La ministre des Outre-mer arrive à Mayotte en fin d'après-midi, après sa participation au colloque «Etre Français dans l'océan Indien» organisé à La Réunion. Voici son programme dans le Canal du Mozambique.

A peine arrivée, immédiatement sollicitée. George Pau-Langevin a promis «d'aller au contact» des manifestants Mahorais qui l'attendent à l'aéroport. Actuellement dispersés dans la zone aéroportuaire, ils devraient se rassembler pour constituer un comité d'accueil vers 18 heures. Ils étaient entre 700 et 1.000 à battre le pavé sur Petite Terre ce matin, entre l'embarcadère et l'aéroport.

L'écoute et les réponses aux revendications qu'apportera la ministre sont très attendues par l'intersyndicale. Après cette première rencontre, George Pau-Langevin doit rencontrer les partenaires sociaux, à 7h40

demain matin. La réunion doit porter sur le droit du travail, et se fera en présence de la délégation ministérielle, du préfet de Mayotte, des sous-préfets, des membres du corps préfectoral de Mayotte, des parlementaires, des syndicalistes, et du Medef.

Si une partie de la visite doit mener George Pau-Langevin dans les Îles éparses -après Tromelin aujourd'hui, elle doit partir à destination des Glorieuses demain mardi matin- le ministère a annoncé l'objectif de son passage à Mayotte : «faire un état de l'avancement des objectifs Mayotte 2025 et pour rassurer sur les objectifs du gouvernement» pour notre département.

Urbanisation, logement, sécurité De retour à Mayotte après son passage éclair aux Glorieuses, elle doit se rendre à Cavani sud pour parler urbanisation et

se faire présenter le dispositif des bornes fontaines, avec Mohamed Majani, le maire de Mamoudzou.

Elle rencontrera ensuite les acteurs de la filière logement sur la déclinaison du plan logement à Mayotte, au siège de la SIM, en présence des maires et des élus du département.

Mercredi matin, après la cérémonie du 11 novembre à Dzaoudzi, George Pau-Langevin visitera le CRA, Centre de rétention Administrative, et la direction de la police aux frontières à Pamandzi. Là encore, le maire de la commune, Mahafourou Saïdali, l'accueillera.

La dernière réunion de travail sera consacrée à la sécurité Intérieure avec les forces de l'ordre et la justice.

La ministre quittera Mayotte à 15h50, après une rencontre avec la presse et un déjeuner avec la délégation aux droits de femmes de l'Assemblée nationale.

RR

Le Journal de Mayotte
www.lejournaldemayotte.com

Edité par la SARL BARA au capital de 400 euros

-
CPPAP : 0516Y92314
I.S.S.N. : 2416-9714

-
Directeur de publication: Rémi Rozié

-
Contact commercial :
07.85.05.96.59.